



Fédération Syndicale Unitaire
de l'Orne

CTSD

DÉCLARATION PRÉALABLE

mardi 4 février 2020

Madame la Directrice d'Académie,

Le projet de réforme de retraite par points est toujours rejeté par une large majorité de la population après plus de 50 jours de grève. Depuis le 5 décembre, notre pays est engagé dans un conflit social d'une ampleur exceptionnelle avec des manifestations et des actions y compris pendant toute la période de fin d'année. Cette réforme idéologique est une profonde remise en cause de notre modèle social et va paupériser l'immense majorité des salarié·es contrairement ce que veulent nous faire croire nos dirigeants.

En prétendant qu'il est indispensable de faire une réforme des retraites pour les générations futures, le gouvernement évite soigneusement le vrai débat que nous devrions avoir au sujet de la répartition des richesses produites en France. Ce projet est relativement simple à résumer : il consiste à nous faire travailler plus longtemps, en raison notamment de l'instauration d'un âge pivot, provisoire ou pas cela ne change rien, pour une pension plus faible et potentiellement fluctuante en fonction de la valeur du point.

Les études européennes en terme d'espérance de vie montrent toutes que l'allongement de la durée de temps de travail réduit l'espérance de vie. Elles montrent également que plus on est pauvre, moins l'espérance de vie est grande. Cette réforme entraînant augmentation de la durée de travail et baisse des pensions peut donc être qualifiée d'assassine.

Au ministère de l'Éducation, la réforme, de l'aveu même du ministre ferait subir aux personnels de notre ministère des pertes inacceptables si elle était appliquée en l'état. L'abandon du calcul sur les six derniers mois aura pour effet de niveler nos retraites par le bas en nous faisant perdre plusieurs centaines d'euros. Nous refusons tout dispositif basé sur la mise en place d'un système calculé sur l'ensemble de la carrière qui, de surcroît, désavantagerait les femmes qui ont recours le plus souvent au temps partiel, font moins d'heures supplémentaires et touchent moins d'indemnités (IMP, ISOE) que les hommes. Quant aux enseignants du 1er degré, intégrer le calcul des primes ne permettrait aucune amélioration puisqu'ils n'en ont pas ou si peu...

Nous avons aussi un désaccord sur la volonté du ministre de faire le lien entre le sujet des retraites et celui des salaires. La revalorisation de nos métiers est un sujet urgent et qui doit être traité indépendamment de la question des retraites. De plus, les compensations indemnitaires tant vantées par le gouvernement ne pourraient dans le meilleur des cas, que nous permettre de perdre autant que les autres fonctionnaires, c'est-à-dire plus de 10 % de nos pensions.

Alors que la publication des cas types n'est pas de nature à rassurer les personnels, le Conseil d'Etat vient de donner raison aux enseignants et organisations syndicales mobilisées malgré les promesses de M. Blanquer : l'engagement du gouvernement de revaloriser les enseignants par le biais d'une Loi de programmation est battu en brèche puisque anticonstitutionnel ! La FSU continue de revendiquer une revalorisation de tous les agents de la FP par l'augmentation de la valeur du point d'indice et la déconnexion avec la question des retraites ! Le fait que notre Ministre nous avait promis que nous ne serions pas perdants et que pour le prouver cela serait inscrit dans la loi montre que soit M. Blanquer s'est moqué de nous en faisant cette promesse sachant qu'elle était anticonstitutionnelle, soit qu'il est incompetent.

Le gouvernement porte la responsabilité pleine et entière de la situation sociale actuelle. Il doit arrêter de jouer le pourrissement et retirer son projet de retraite par points.

Notre organisation, dans un cadre syndical interprofessionnel majoritaire, appelle à nouveau à la grève et à mobilisation jeudi 6 février 2020 .

Les sujets de contestations sont tellement nombreux au sein du Ministère de l'Éducation nationale que cela prendrait tout un CTSD à les nommer précisément.

Nous nous contenterons donc, ce jour, de parler de la méthode. Un gouvernement qui affiche une volonté de dialogue social mais qui est le plus autoritaire de la Vème République, un ministère qui parle de confiance alors qu'on n'a jamais autant méprisé la profession, le dialogue social, le paritarisme qu'en cette période et ce à tous les niveaux ! A défaut de confiance, nous voyons que de la défiance ! A défaut de vérité, nous voyons que mensonges ! A défaut de transparence, nous ne voyons qu'opacité ! A défaut de libertés qu'elles soient pédagogiques, d'exercice du droit syndical, nous ne voyons que atteintes à ces libertés, restrictions !

Comment le Ministère et vous-même en tant que représentante de celui-ci dans le département envisagez-vous de restaurer cette confiance, ce dialogue social ?

Pour ce qui des mesures dont sur lesquelles nous allons donner notre avis aujourd'hui, nous ne ferons pas de longue déclaration qui s'avère à chaque fois inutile et inentendue mais force est de constater qu'encore une fois, le service public d'Éducation est sacrifié, quoiqu'en dise le Ministère, avec à tour de rôle une partie de préservée. Une année, le coup de rabot a préservé l'école, une année le collègue, etc.

Alors, pour l'étude de la dotation des collègues que nous verrons aujourd'hui, certes ceux-ci sont préservés cette année mais après plusieurs années extrêmement dures à leur encontre. Une image symbolise cette dotation, Madame la Directrice académique. Après avoir coupé le tibia droit une année, puis le gauche une autre, le fémur droit l'an passé, les collègues ont la chance de ne pas se faire sectionner le fémur gauche. Et ils devront, on le suppose en être heureux malgré le fait que tout de même on leur coupe la main droite en sacrifiant les SEGPA.

Alors si certes, la dotation des collègues (hors SEGPA) ne se dégrade pas cette année, au vu des amputations des années précédentes, l'ensemble reste des plus bancal et les conditions d'enseignement et d'apprentissage inacceptables.

Ce gouvernement sacrifie l'Éducation nationale avec les conséquences les plus désastreuses pour les plus démunis comme pour la réforme des retraites.

Pour la FSU, nous continuerons de dénoncer les méthodes et les actes mis en place depuis l'arrivée de ce gouvernement et de ce ministère.